
Thomas Serres

L'ALGÉRIE FACE À LA CATASTROPHE SUSPENDUE

*Gérer la crise et
blâmer le peuple
sous Bouteflika
(1999-2014)*

Préface de
Hamit Bozarslan

IRMC-KARTHALA



L'Algérie n'est pas l'exception autoritaire illisible que l'on présente parfois. En combinant les apports de l'observation sociologique et de la théorie critique, ce livre s'efforce de dépasser les fictions qui suggèrent l'existence d'un « Système » omnipotent, impersonnel et corrompueur, en décortiquant les transformations de l'ordre politique algérien au cours des trois premiers mandats d'Abdelaziz Bouteflika. Rendue à la fois possible et nécessaire par la crise qui a touché le pays à partir de la fin des années 1980, cette mise à jour s'est faite en accord avec des tendances globalisées qu'elle imite ou précède, avec en arrière-fond le spectre d'une catastrophe qui menacerait de replonger le pays dans la guerre civile.

Cet ouvrage part du postulat que l'Algérie est confrontée à une crise toujours latente. Le souvenir de la décennie noire (1992-1999) nourrit ainsi l'idée d'une menace existentielle pesant sur le pays, orientant les politiques gouvernementales et les stratégies des acteurs. Cette situation a une dimension objective, puisqu'elle fait écho à une contestation fragmentée mais néanmoins permanente ainsi qu'aux contradictions internes du cartel qui tient l'État algérien. Elle a aussi une dimension subjective dans la mesure où les discours catastrophistes irriguent l'espace public, annonçant un bouleversement sans cesse repoussé. La crise latente est donc devenue une ressource qui justifie les dispositifs sécuritaires, mais aussi les réformes politiques et économiques.

Par ailleurs, ce livre étudie aussi la violence symbolique qui accompagne la suspension de la catastrophe. L'incertitude brouille les cartes, questionne le passé et hypothèque l'avenir ; elle touche de plein fouet l'image de la communauté imaginaire, sans invalider totalement l'idéal de sainteté politique sur lequel l'ordre politique algérien a été bâti après 1962. La recherche de sens conduit néanmoins à des discours imputant la responsabilité des problèmes du pays à la population. Les déséquilibres structurels et les choix politiques s'effacent devant l'image d'une société prétendument malade et/ou pré-moderne. Dès lors, le « Système », aussi corrompu et violent qu'il puisse paraître, est naturalisé. Les dirigeants, mais aussi certains de leurs opposants les plus critiques, endossent alors un rôle disciplinaire pour contrôler une masse anarchique et manipulable.

Thomas Serres est docteur en science politique de l'École des hautes études en sciences sociales. Il est chercheur associé à l'UMR Développement et Sociétés et enseigne actuellement à l'Université de Californie-Santa Cruz.

L'Algérie face à la catastrophe suspendue

*Gérer la crise et blâmer le peuple
sous Bouteflika (1999-2014)*

Cet ouvrage est publié avec le concours
du Service de Coopération et d'Action
Culturelle de l'Ambassade de France
en Algérie (SCAC)

KARTHALA sur Internet : www.karthala.com
Paielement sécurisé

Couverture : Photomontage de Besma Ouraïed.

© Édition KARTHALA et IRMC, 2019
ISBN : 978-2-8111-2627-8

Thomas Serres

L'Algérie face à la catastrophe suspendue

*Gérer la crise et blâmer le peuple
sous Bouteflika (1999-2014)*

Préface de Hamit Bozarslan

IRMC
20, rue Mohamed
Ali Tahar
1002 Tunis

Karthala
22-24,
boulevard Arago
75013 Paris



L'IRMC
USR 3077



L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) est un centre de recherche en sciences humaines et sociales, à vocation régionale, dont le siège est à Tunis. Créé en 1992, il est l'un des 27 Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) placés sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et européennes et, depuis 2000, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) dont il constitue une Unité mixte (USR 3077).

L'IRMC contribue, en partenariat avec la communauté scientifique notamment maghrébine et européenne, au développement de la recherche sur le Maghreb. Ses programmes participent aux débats des sciences humaines et sociales dans une perspective comparée, à l'échelle régionale et internationale.

La valorisation de ses travaux de recherche représente aujourd'hui un catalogue de plus d'une centaine de publications collectives ou d'auteurs, chez différents éditeurs.

Depuis septembre 2017, l'IRMC est dirigé par
Oissila SAAIDIA

Site internet de l'IRMC :
<http://www.irmcmaghreb.org>.

Préface

Hamit BOZARSLAN

S'appuyant sur une vaste littérature et des données recueillies sur le terrain, *L'Algérie face à la catastrophe suspendue* de Thomas Serres constitue indéniablement une contribution majeure à l'étude de l'Algérie des années 2000-2010 aussi bien dans sa capitale « sanctuarisée » que dans ses espaces de « contournement », ses modes de « cooptation » et ses « insularités contestataires ». Comprendre cette « Algérie politique » (Leca, Vatin, 1974-1975) nécessite à la fois une description binaire, en noir et en blanc si l'on ose dire, et une approche tout en dentelle, prenant en compte nuances et polysémies, configurations précaires et jeux de multi-positionnement des acteurs dans le système et hors-système, « effets de processus » et « accidents de route ». Entreprise simultanément, cette double démarche offre bien des clefs de lecture pour comprendre la survie d'un régime apparemment à bout de souffle depuis trois décennies.

Le noir et le blanc d'abord : ce n'est pas pour rien que le sens commun, cette « *folk science* » qui n'est pas toujours « si imparfait[e], banal[e] ou stéréotypé[e] » (Moscovici, 2013, 35) qu'on le pense, désigne l'autorité en Algérie soit par le terme de *makhzen*, à savoir une instance aussi coercitive qu'externe à la société (Gallissot, 1995, 104), soit comme le « Pouvoir » ou encore le « Système ». Prenant la relève de plusieurs générations de chercheurs, Thomas Serres montre que le régime algérien a souvent surplombé sa société indépendamment des hommes propulsés sur le devant de la scène ou des formes institutionnelles changeantes : forgé, mais aussi confisqué dans le sillage de la guerre d'indépendance de 1954 à 1962, le « Pouvoir » s'est renouvelé dans sa pensée et dans sa praxis à la faveur du régime de parti unique des décennies 1960-1980, puis de la guerre civile des années 1990, avant d'assurer sa survie post – « Concorde nationale » de 1999 par sa « cartellisation ». De Houari Boumediene à nos jours, il a aussi paradoxalement pris l'allure d'un corps figé, parfois au vu et au su de tous : le Président Abdelaziz Bouteflika, qui l'incarne depuis 1999, joua certes un rôle de premier plan dans l'Algérie « socialiste, révolutionnaire, tiers-mondiste, matérialiste jusqu'au bout des ongles » (Sansal, 2013, 12) des années 1960-1970, mais il représente désormais un principe d'immobilité, au sens aussi bien physique que politique du terme. En chaise

roulante, le *raïs*, qu'on n'aère qu'à quelques rarissimes occasions en compagnie de son équipe médicale, n'accomplit son rôle de garant, d'arbitre et de référence ultime du « Système » qu'à l'exacte mesure où il parvient à le paralyser. Crépusculaire et dénuée de promesse d'une aube nouvelle comme cela pouvait être le cas au lendemain de l'indépendance, l'autorité dans cette république officiellement « démocratique et populaire » s'exerce efficacement, mais sans la part « mystique » nécessaire à sa légitimation.

Sans omettre cette donne désarmante par sa simplicité même, Thomas Serres propose cependant aussi une lecture complexe du tableau politique algérien. Bien qu'immobile, le corps du président n'est pas vide de tout sens politique : par son agonie prolongée, il assure la pérennité d'un deuxième corps, celui du « cartel politico-militaire » (Camau, 2006, 33) duquel il émane et avec lequel il a entretenu des rapports à la fois de proximité et de distance au cours de ses trois premiers mandats. Forme de pouvoir tantôt institutionnalisé, tantôt « gothique » (Khapaeva, 2012), ce deuxième corps ne manque pas d'efficacité. Bien au contraire, ce cartel répond aux crises qu'il traverse en mobilisant ses ressources de coercition et la reconnaissance internationale dont il jouit. De même, il fait montre de son habilité à intégrer de nombreux acteurs par un jeu de clientélisme et de représentation à échelles multiples ou satisfait ponctuellement les demandes de redistribution venant de la société grâce à la manne pétrolière à sa disposition (192 milliards de dollars de réserve avant la chute brutale des cours en 2013). Détenant l'essentiel des ressources militaires, économiques et politiques, il est aussi doté d'une périphérie, ou plus exactement d'un marché où foisonnent acteurs individuels et collectifs, tout affairés à monnayer allégeance, passe-droit et vote.

Qu'elle soit adossée au corps physique immobile du président ou à celui, musclé et argenté, du « cartel », la « certitude de pouvoir » plonge cependant la société dans une incertitude totale, l'obligeant à souscrire à une stratégie d'ajournement de tout choix décisif. En se « glaçant », le pouvoir glace aussi sa société avec laquelle il entretient un rapport teinté de paternalisme et de mépris, lesquels marquent le règne de toute élite parvenue. Il est vrai qu'en Algérie, comme dans bien d'autres entités issues de la décolonisation, les nouveaux nantis sont issues de classes sociales jusque-là faiblement dotées en capital politique, économique ou culturel. Mais désormais maîtres de pères en fils, ils peuvent définir le « peuple » comme une « infra-humanité » portant la responsabilité de tous les maux de la nation. Ce n'est pas Michelet le survolté (1992), mais bien Cesare Lombroso (1887) ou Gustave Le Bon (1895) qui leur servent de guide pour lire les comportements de leur *rayah*¹. Comme tout

1. *Rayah* : « Sujets », terme polysémique désignant la paysannerie sans terre et par extension tout sujet du prince.

« troupeau », celle-ci agirait d'une manière erratique et ingrate, sans connaître les bornes qui lui sont fixées, ni reconnaître à leur juste valeur les mesures que prennent ses « bergers » pour assurer sa vie et sa survie.

Ce discours, dont les élites algériennes n'ont bien entendu pas le monopole, finit en un sens par définir le « peuple » dans ce qui s'apparente à un rapport d'exclusivité avec le « Système ». « La société primitive sait, par nature, que la violence est au cœur du pouvoir » et se maintient à l'écart de ce dernier pour ne pas en être la principale victime, suggère Pierre Clastre (2011, 107). Les sociétés modernes ne constituent assurément pas une exception à cette règle : après avoir fait face à la rechute dans l'« état de nature » et observé la transformation de son Léviathan en Béhémoth dans les années 1990, la société algérienne, toujours parcourue de rumeurs, de théories du complot et d'invectives, semble trouver dans son éloignement de l'arène politique une garantie de survie. Certes, le « Pouvoir » n'est pas dupe de sa propre légitimité et ne se donne d'ailleurs plus la peine d'interdire toute parole moqueuse ou toute expression de colère le visant, comme ce fut le cas avant 1988, mais chacun sait aussi que l'on ne peut s'attaquer aux fondements de la « République prétorienne » sans en payer le prix fort, ni même oser rêver de son effondrement de peur de se trouver soi-même sous ses ruines. Le pouvoir obtient la soumission et l'allégeance de sa population non pas parce qu'il est légitime, mais au contraire parce qu'il parvient à vider la question même de la légitimité de toute pertinence. D'un côté, la société réserve le statut de fait divers aussi bien aux discours de ses dirigeants et à leurs procédures électorales raillées jour après jour par l'inimitable caricaturiste Dilem, qu'aux stratégies de cooptation et de boycott concoctées par les diverses forces d'opposition ; de l'autre, elle « consent »² à se dépolitiser en refusant de transformer les multiples initiatives contestataires en des dynamiques qui pourraient changer « la pièce et le jeu » du théâtre politique algérien (Edelman, 1991).

Pourquoi les Algériens, ce « peuple-enfant » stigmatisé par les élites au pouvoir, acceptent-ils de demeurer « mineurs » ? Pourquoi se privent-ils de la capacité à « se servir de [leur] propre entendement sans être dirigé[s] par un autre » (Kant, 1985, 209) ? Pourquoi consentent-ils à être « assujettis », en d'autres termes à perdre leur citoyenneté *effective*, leur droit « d'avoir des droits » (Arendt, 2013, 597-603) pour peser sur l'avenir de leur propre cité politique ? La réponse à ce questionnement semble résider dans un registre hobbesien : les années 1990 ont montré combien la frontière entre devenir « sujet », au sens sociologique et politique du terme, et produire le « mauvais sujet » était tenue, combien la volonté de se constituer en « corps politique »,

2. Sur la tension entre le consentement associé à la « minorité » au sens juridique du terme, et la « responsabilité », qui est inséparable du statut de « majeur », cf. Hannah Arendt (2016, 88).

pluriel, capable de produire le consensus pour déterminer son identité collective, mais aussi le dissensus pour légitimer, négocier et institutionnaliser ses conflits, pouvait se heurter *simultanément* à une violence islamiste et à une coercition étatique à même de détruire la cité. Comme l'explique Thomas Serres, l'atonie algérienne ne peut se comprendre sans prendre en compte le poids cumulé des mémoires déchirées, de la lassitude et de la fatigue sociale. Certes, la société dispose toujours de ses facultés cognitives et d'un sens politique aigu. Elle sait lire sa situation et, comme le montre le bouillonnement qu'avait suscité dans le pays le « moment 2011 », celles des autres sociétés arabes. Elle demeure toutefois incapable d'engendrer assez de ressources pour pouvoir surmonter l'inquiétude qui la paralyse.

*

* *

Comme l'ouvrage très novateur de Mohamed Hachemaoui paru en 2013, celui que présente Thomas Serres mobilise un esprit comparatif, prudent mais heuristique, et constitue de ce fait une contribution importante à la sociologie politique au-delà du seul terrain algérien. La lecture qu'il propose de la notion de crise, par exemple, permet de comprendre bien des situations de blocage s'ancrant dans le temps long dans nombre de sociétés contemporaines. La crise peut, certes, relever d'une situation objective, qu'on peut analyser à partir des données sérielles ou par une approche qualitative, khaldûnienne ou toquevillienne. Elle peut également apparaître comme une phase de transformation « faisant vaciller les préjugés » (Arendt, 1995, 54), voire enclenchant un processus de « révolution démocratique » au sens de Claude Lefort (1992, 58-59). Mais elle peut aussi sortir une société de sa quiétude pour la faire entrer dans une longue période d'incertitude potentiellement disruptive. Dans l'analyse que propose Myriam Revault-d'Allonnes (2012, 78), une crise peut, en effet, éroder le « capital-confiance » d'une société, fragiliser ses institutions, formelles ou informelles, voire autoriser de nouvelles expériences collectives se confondant parfois avec une fragmentation militarisée. Elle peut même donner naissance à « un autre mythe fondateur, qui fait de la violence l'origine de toute autorité, un mythe où l'acte politique originel se confond avec le crime originel, où le souverain est le "survivant" » (Marienstras, 2012, 140). De nature avant tout structurelle, pointant les lignes de faille qui traversent un « ordre » sans que les détenteurs de pouvoir en soient conscients à ses débuts, une crise peut aussi s'accélérer par des effets conjoncturels, des « causalités accidentelles » (Lepetit, 1999, 73) par définition imprévisibles, ou des facteurs de prime abord insignifiants comme « l'intrigue, la négligence, la petitesse et la dissemblance » (Aristote, 2014, 519-524).

Ainsi définie, une crise correspond toujours à un « moment » circonscrit dans le temps. Sans abandonner ces multiples entrées familières de la sociologie historique et politique, Thomas Serres suggère cependant que la crise peut également se transformer en un ordre politique, social, économique et culturel parfaitement viable et produire des effets systémiques sur la très longue durée. Un pouvoir peut alors utiliser la crise, réelle ou crainte, échappant à tout contrôle ou maîtrisée, comme un outil d'ingénierie politique et une ressource pour assurer sa durabilité et régner par la tension et la division « schmittienne » de la société opposant « amis » et « ennemis ». En fragilisant la confiance dans le temps et dans l'espace dont il est le coordinateur autant que l'autorité ultime, il peut prendre ses « sujets » en otage et leur faire accepter, « le couteau sur la gorge », un pacte de survie en contrepartie de la soumission. Utilisée comme instrument de chantage à l'instabilité compromettant l'avenir de tous, la crise peut dès lors gagner une dimension oxymorique, s'imposer comme système et autoriser à ce titre la transformation de l'enjeu sécuritaire ou des dispositifs coercitifs exceptionnels, légaux ou illégaux, en pilier de l'ordinaire.

L'analyse que Thomas Serres propose de l'Algérie, des « éradicateurs » de la décennie 1990 aux affairistes qui garnissent désormais l'entourage présidentiel, met la « face sombre » d'une kleptocratie militarisée et fragmentée sous un éclairage peu flatteur. Mais ce faisant, il convoque aussi l'Algérie « au chevet des sciences sociales » (Leca, 1998) pour les interroger sur leurs angles morts et leur refus de prendre en compte des données pourtant basiques dans leurs analyses. On voit ainsi comment un régime, et potentiellement *tout régime*, y compris des plus démocratiques, peut imposer avec succès son « idéologie sécuritaire » comme enjeu non-politique et justifier ses pratiques répressives comme condition de la survie de la société. La peur, que Thomas Hobbes décrivait comme la « seule grande passion de [sa] vie » (Barthes, 2009, 216), n'est pas un sentiment parmi d'autres : elle peut effectivement déterminer les subjectivités collectives et s'imposer comme le principe dominant de l'ordre, par-delà l'ancrage du pouvoir dans un espace-temps déterminé.

Tout en se réduisant dans son cœur à une force prétorienne, un tel ordre peut se permettre quelque souplesse, renoncer à exercer un contrôle total sur la société à un coût exorbitant, voire se retirer partiellement de nombre de « secteurs », de l'éducation à la santé, pour mieux se consacrer sur les prérogatives qu'il définit comme régaliennes. Il peut également décider, en fonction d'impératifs changeant dans le temps et l'espace, de varier les cibles de ses pratiques répressives ou coercitives. De même, il peut respecter formellement des routines démocratiques et des procédures électorales, tout en élargissant son autonomie d'action, y compris par l'usage massif de la contrainte (Levitsky, Way, 2001 ; Dabène, Geisser, Massardier, 2008). L'existence d'une assemblée, d'une cour constitutionnelle, d'une commission

de promotion des droits de l'Homme, ou l'étalage au grand jour des conflits entre composantes du « cartel » par une presse privée critique, n'empêche en effet ni la prédation économique, qui est infiniment plus brutale (et brutalisante) que la simple corruption, ni le recours massif à une coercition parfois « sous-traitée » à des acteurs non-étatiques.

Cette « hybridité » s'observe également du point de vue de la rationalité, et n'est alors viable qu'à un prix élevé aussi bien pour la société que pour le pouvoir lui-même. Chacune des composantes du « cartel » peut, bien entendu, développer une rationalité « organisationnelle-technique », défendre bec et ongle sa part de la rente économique, sécuritaire et symbolique et la faire fructifier sur le « marché » national et international. Mais accorder une telle autonomie à ses composantes revient pour le « Système » à s'interdire toute rationalité collective, que seul un État légal et cohérent, disposant des outils de coordination internes et des mécanismes de contrôle et d'équilibre un tant soit peu efficaces, peut être à même d'assurer. Les guerres intestines des acteurs sécuritaires et politiques algériens, qui défraient épisodiquement la chronique nationale et internationale, attestent clairement du déficit de cohésion interne résultant de la cartellisation. Comme le dit Étienne La Boétie, en effet, « il n'i peut avoir d'amitié là où est la cruauté, là où est la déloiauté, là où est l'injustice ; et entre les meschans, quand ils s'assemblent, c'est un complot, non pas une compagnie ; ils de s'entr'aient pas, mais ils s'entre-craignent ; ils ne sont pas amis, mais ils sont complices [*sic*] » (La Boétie, 2015, 86).

*

* *

Thomas Serres consacre de très belles pages au fatalisme et aux discours catastrophistes qu'on observe aussi bien parmi les élites algériennes qu'au sein des couches populaires. Distinctes du « désir de catastrophe » que problématise Henry-Pierre Jeudy, les subjectivités apocalyptiques algériennes ont certes pour conséquence louable de conjurer ce qu'elles prédisent, mais cet exorcisme est aussi très coûteux. Tel une attente messianique passive, le « catastrophisme » ajourne certes le moment de la chute, ou, dans le cas spécifique algérien, de la rechute, en prélude d'une hypothétique délivrance ultime ; par son ancrage dans le temps, sa ritualisation, sa codification par sa simple diffusion au sein des opinions publiques, il érige cependant aussi la fatalité de l'instant en seule condition humaine possible. Au-delà des singularités algériennes que Thomas Serres n'ignore nullement, ne s'agit-il pas d'une condition partagée par de nombreuses sociétés des années 2000-2010, qu'elles soient soumises à un régime autoritaire ou disposent de solides traditions démocratiques ?

La fatalité, qui s'impose surtout par la foi que lui témoignent les « sujets », ne fragilise-t-elle pas la citoyenneté et la cité un peu partout dans notre monde au tournant du millénaire ?

Qu'en est-il de cette violence contre laquelle le pouvoir algérien se présente comme le seul rempart ? Il est indéniable qu'elle marque une nette diminution sous Abdelaziz Bouteflika après avoir fait quelque 200.000 victimes dans les années 1990 (Boserup, Martinez, Holm, 2014). Mais la violence demeure néanmoins une donnée de base, que toute analyse et plus encore toute projection concernant l'avenir de l'Algérie doit prendre en compte. Comme nous le rappelle Pierre Bourdieu, qui avait observé la guerre civile des années 1990 avec une grande souffrance : on « ne peut pas tricher avec *la loi de la conservation de la violence* : toute violence se paie et par exemple la violence structurale qu'exercent les marchés financiers, sous forme de débauchage, de précarisation, etc... a sa contrepartie à plus ou moins long terme sous forme de suicides, de délinquance, de crimes, de drogue, d'alcoolisme, de petites et grandes violences quotidiennes » (Bourdieu, 1998, 46).

Il en va de même de bien des violences fondatrices : l'Algérie contemporaine est issue d'une guerre d'indépendance dont la justesse initiale a été altérée par l'assassinat de Ramdane Abane, défenseur de la primauté du politique sur le militaire, en 1956. Cette déviation a été confirmée ensuite par d'autres exactions de l'ALN-FLN visant des militants nationalistes, dissidents ou loyaux, et des civils, qu'ils soient algériens ou français. Comme le suggère le romancier Yasmina Khadra dans *Ce que le jour doit à la nuit*, le pays continue de régler la facture de ces années non pas parce que « les pères ont mangé les raisins verts et les fils ont les dents agacées »³, mais parce qu'il refuse de se projeter dans l'avenir sur d'autres bases que ses mythes fondateurs, l'ordre sécuritaire et les luttes de clans héritées de l'histoire.

3. Cette référence biblique est utilisée par Heinrich Heine et cité par Stathis Kouvelakis (2017, 121).

Bibliographie

- ARENDETH Hannah, 1995, *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris, Seuil.
- ARENDETH Hannah, 2013, *Les origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard.
- ARENDETH Hannah, 2016, *Responsabilité et jugement*, Paris, Payot.
- ARISTOTE, 2014, *Œuvres. Ethiques, Politique, Rhétorique, Poétique, Métaphysique*, Paris, La Pléiade.
- BARTHES Roland, 2009, *Journal de deuil*, Paris, Seuil.
- BOURDIEU Pierre, 1998, *Contre-feux, Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Liber-Raisons d'Agir.
- BOSERUP Rasmus Alenius, MARTINEZ Luis, HOLM Ulla, 2014, *Algeria after the Revolts. Regime Endurance in a Time of Contestation and Regional Insecurity*, Copenhagen, DIIS.
- DE LA BOÉTIE Etienne, 2015, *De la servitude volontaire*, Saint-Denis, Editions Bouchène.
- CAMAU Michel, 2006, « L'exception autoritaire ou l'improbable point d'Archimède de la politique dans le monde arabe », in E. Picard (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin.
- CLASTRE Pierre, 2011, *La société contre l'État. Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Minuit.
- DABÈNE Olivier, GEISSER Vincent, MASSARDIER Gilles (dir.), 2008, *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte.
- EDELMAN Murray, 1991, *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Seuil.
- GALLISSOT René, 1995, « La purification communautaire », *Les Temps modernes*, n° 580, 100-114.
- HACHEMAOUI Mohammed, 2013, *Clientélisme et patronage dans l'Algérie contemporaine*, Paris, Aix-en-Provence, Karthala.
- JEUDY Henry-Pierre, 1990, *Le désir de catastrophe*, Paris, Aubier.
- KANT Emmanuel, 1985, *Œuvres philosophiques*, tome II : *Des prolégomènes aux écrits de 1791*, Paris, NRF.
- KHADRA Yasmina, 2008, *Ce que le jour doit à la nuit*, Paris, Presses Pocket.
- KHAPAEVA Dina, 2012, *Portrait critique de la Russie*, La Tour-d'Aigues, éditions de l'Aube.
- KOUVÉLAKIS Stathis, 2017, *Philosophie et révolution de Kant à Marx*, Paris, La Fabrique.
- LE BON Gustave, 1895, *Psychologie des foules*, Paris, Felix Alcan.

- LECA Jean, 1998, « Paradoxes de la démocratisation : l'Algérie au chevet de la science politique », *Pouvoirs*, n° 86, 7-28.
- LECA Jean, VATIN Jean-Claude, 1975, *L'Algérie politique. Histoire et société*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- LEFORT Claude, 1992, *Ecrire à l'épreuve du politique*, Paris, Agora.
- LEPETIT Bernard, 1999, *Carnets de croquis. Sur la connaissance historique*, Paris, Albin Michel.
- LEVITSKY Steven, WAY Lucan, 2001, *Competitive Authoritarianism. Hybrid Regimes after the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LOMBROSO Cesare, 1887, *L'homme criminel. Étude anthropologique et psychiatrique*, Paris, Felix Alcan.
- MARIENSTRAS Richard, 2012, *Shakespeare et le désordre du monde*, Paris, Gallimard.
- MICHELET Jules, 1992, *Le peuple*, Paris, Flammarion.
- MOSCOVICI Serge, 2013, *Le scandale de la pensée*, Paris, Editions de l'EHESS.
- REVAULT D'ALLONNES Myriam, 2012, *La crise sans fin*, Paris, Seuil.
- SANSAL Boulam, 2013, *Gouverner au nom d'Allah. Islamisme et soif de pouvoir dans le monde arabe*, Paris, Gallimard.

Introduction

« Na Nigerian government, ee-oh

Dem dey talk be dat, ee-oh

“My people are us-e-less, My people are sens-i-less, My people are indisciplined” ».

(Fela Kuti)

« Il y a à propos de notre pays une véritable guerre des sens, et cette guerre des sens va continuer encore longtemps parce que l’Algérie, comme terrain d’observation, reste un sujet passionnant malgré la difficulté des recherches et [l’emprise] d’une société politique qui verrouille l’accès à l’information et met en scène une vérité travestie afin de protéger son pouvoir ».

(Mohammed Harbi)

Il y a parfois quelque chose de vertigineux dans le fait de se plonger dans la vie politique algérienne, que ce soit au passé ou au présent. Ce n’est pas que ce qui se passe en ce pays soit si différent de ce qui se passe ailleurs, ou incompréhensible ou même dérangeant. Mais plutôt que des analyses diamétralement opposées pullulent sans toujours se confronter. Les voilà qui tourbillonnent, ces fragiles réalités, et désarçonnent celui qui aimerait percevoir le monde comme un bloc, une masse froide et lisse. Mais l’Algérie, que d’aucun ramène pourtant au statut d’état rentier, n’a pas cette simplicité minérale. Elle n’est même pas réductible à quelques aspérités. Les analyses discordantes sont proclamées avec la force d’une opinion définitive par des observateurs attentifs, journalistes, experts ou chercheurs, mais manquent pour triompher dans l’espace public de cette preuve qui donne au diagnostic la force d’une vérité partageable. C’est ainsi que le vertige survient, quand la quête de certitude scientifique se heurte à l’absence d’information fiable.

Le sol se dérobe, les vagues de l’incertitude déferlent. Il faut que l’analyste ait le pied sûr pour résister au tourbillon des faits. Alors, l’étude de l’Algérie force parfois à s’amarrer fermement à ses convictions. Car tout n’est pas mouvant. Il y a des redondances : le « pouvoir » est malfaisant, corrupteur et omnipotent ; les Algériens manquent de discipline ; la révolution a été

confisquée ; les Kabyles, eux, sont démocrates ; l'État demeure inachevé ; les hydrocarbures sont une malédiction. Tout cela, nous le verrons dans ce livre, relève de la simplification voire du cliché. Le simplisme participe de la guerre de sens que décrit Mohammed Harbi. Chacune de ces affirmations péremptoires recèle une forme de violence. Ensemble, elles traduisent les déséquilibres et les conflits propres à tout pays. Toutefois, dans un contexte où les informations fiables manquent, où les faits demeurent fuyant, ces clichés deviennent aussi de nouvelles vérités.

Il y a donc une nécessité à combattre la confusion et les simplifications qui font que l'Algérie est souvent réduite à des catégories préconçues (autoritarisme, état rentier, terrorisme) ou recouverte d'un voile de mystère. Les catégories préconçues assèchent l'esprit ; les mystères poussent au fatalisme. Les uns comme les autres doivent être dissipés, et il n'y a d'autre moyen pour cela que d'extirper les informations afin de ramener de la complexité, de la nuance, de la pluralité. C'est ce que Mohammed Harbi lui-même a fait magistralement en publiant ses *Archives de la révolution algérienne* (Harbi, 1981).

Étudier l'Algérie, chercher à multiplier les pistes, les grilles de lectures, les hypothèses, ce n'est pas rendre service au pays. Il n'y a pas lieu de développer pareil complexe du sauveur. Dans tout projet de recherche, l'objet-sujet donne beaucoup plus qu'il ne reçoit. Il est incontestable que « l'Algérie, comme terrain d'observation, reste un sujet passionnant ». Pour le politiste, elle l'est pour de multiples raisons, et notamment du fait de la transformation continue de ses structures économiques et politiques depuis une trentaine d'année. À partir de la mort de Houari Boumédiène en 1978, le système socialiste s'est lentement adapté aux pressions domestiques et extérieures, allant jusqu'à adopter le multipartisme et l'économie de marché. Cette évolution par touches successives fait de l'Algérie un remarquable exemple de conformation sélective à certaines normes globalisées. Car si le régime algérien s'est adapté, c'est aussi pour mieux survivre. Au-delà de la préservation égoïste de leurs intérêts par les élites dirigeantes, cette transformation témoigne donc de la survivance de l'un des thèmes clés de la révolution qui libéra le pays du joug colonial : la défense de la souveraineté. De cet humus du gouvernement découle notamment la logique circulaire qui veut que le pouvoir soit utilisé afin de créer et protéger le pouvoir.

La transformation du système algérien est aussi passionnante parce qu'elle nous interroge sur les limites du contrôle. Ce livre étudie ce que ce processus d'adaptation a d'imprévisible et de conjoncturel. Car la mise à jour du système algérien est le produit d'une dépression économique, d'un soulèvement populaire, d'une guerre civile et d'une décennie de terrorisme résiduel. Elle est le produit d'une crise durable et protéiforme, qui a été à la fois gérée et

subie. Si l'incertitude domine, donnant au jeu politique un parfum de post-vérité devenu familier outre-atlantique, c'est le cas aussi bien pour les gouvernés que pour les gouvernants. Bien sûr, les seconds disposent de ressources inégales, mais ils sont néanmoins confrontés à une contestation sociale permanente poussant l'État-policier à être constamment sur la brèche. Le pays que ce livre décrit apparaît hanté par les spectres du soulèvement de 1988 et de la guerre civile. La globalisation sécuritaire y prend la forme d'une suspension avant le désastre promis à ceux qui osent défier la logique de l'ordre en désobéissant. En bref, l'Algérie a ceci de passionnant qu'elle nous renseigne sur ce que la possibilité permanente de la catastrophe fait à une communauté politique.

Pour un retour de la théorie

De fait, si l'Algérie a souvent été un terrain propice aux investigations de sociologues, d'économistes et bien sûr d'historiens, elle a également nourri les réflexions de nombreux travaux relevant des études politiques au sens large. La reconfiguration accélérée du système à partir de la fin des années 1980 et la descente dans la violence ont ainsi apporté leur lot de radioscopies stimulantes, qu'il s'agisse de l'éclairante collection d'essais de Hugh Roberts (2003) ou de la non moins brillante enquête de Luis Martinez (1998). Plus récemment, Myriam Aït-Aoudia (2015) a livré une remarquable étude de sociologie politique sur l'apprentissage du pluralisme partisan au cours de la brève période d'ouverture précédant le coup d'état de janvier 1992. Au même moment, Jabob Mundy a pour sa part apporté une importante contribution aux études sur la guerre avec son analyse critique de la représentation et de la gestion internationale de la guerre civile algérienne. Enfin, l'étude de la décennie noire a également servi de cadre à d'admirables travaux d'anthropologie étudiant les dimensions culturelles et politiques de la violence et de l'amnistie devenue amnésie (Moussaoui, 2006) ou la production d'une culture du complot devenue régime de vérité (Silverstein, 2002). De par leur violence et leur confusion, les années 1990 algériennes ont largement contribué à la compréhension des phénomènes sociaux et politiques accompagnant la reconfiguration et la désintégration d'une communauté politique.

Mais qu'en est-il de l'Algérie de Bouteflika, à laquelle ce livre est en grande partie consacré ? Au cours de la dernière décennie, des travaux importants ont permis de mieux comprendre la stabilisation du jeu politique au sortir de la guerre civile. On pensera notamment à l'étude d'Isabelle Werenfels (2007) sur la reproduction des équilibres au sein des élites algériennes et à l'enquête ethnographique conduite par Mohammed Hachemaoui (2013) sur les dynamiques locales régissant le système de clientélisme. Au rang des

publications éclairantes, on citera également le livre de Francesco Cavatorta (2009) consacré aux dimensions internationales de la restauration algérienne. Enfin, et c'est sans aucun doute le plus grand apport de ces dernières années, une nouvelle génération de chercheurs s'est penchée sur le renouveau des pratiques contestataires, en dépit des contraintes multiples auxquelles les acteurs sont confrontés. Sur ce point, ce livre est notamment redevable aux contributions précieuses de Layla Baamara (2012 ; 2013 ; 2016).

Le renouveau des études sur l'Algérie doit beaucoup aux efforts de sociologues et de politistes ayant réinvesti le terrain, en dépit des difficultés évoquées par Mohammed Harbi et qui seront décrites dans la prochaine section. En revenant à l'observation directe, les chercheurs cités plus haut ont permis de redonner une intelligibilité à la trajectoire algérienne. Pour ce faire, leurs travaux reposent bien souvent sur l'appareillage conceptuel de la science politique contemporaine, notamment axé sur l'étude de « l'autoritarisme » et des « mouvements sociaux ». C'est en cela que le présent ouvrage affirme sa différence. Sans nier aucunement la légitimité et même la nécessité d'une telle orientation de la recherche, ce livre s'efforce de ramener l'ambition théorique au cœur des études politiques sur l'Algérie, et de sortir le pays de la marginalité de l'étude de cas pour lui redonner la puissance de la montée en généralité.

L'Algérie a jadis occupé une place de choix dans l'innovation théorique, avec bien sûr l'œuvre séminale de Franz Fanon, le développement de la sociologie critique grâce aux travaux de Pierre Bourdieu et d'Abdelmalek Sayad, mais aussi avec l'apport d'une philosophie singulière, à la fois sociologique et culturaliste, portée par Malek Bennabi. Le pays fournit encore la manière à de nombreux travaux ayant une forte dimension théorique (Khanna, 2007 ; Young, 2009 ; Davis, 2011), mais ceux-ci se concentrent surtout sur des questions de philosophie, de littérature ou d'esthétique, en adoptant bien souvent une perspective plus historique que contemporaine. L'étude du politique dans l'Algérie de Abdelaziz Bouteflika est en revanche largement cantonnée aux questions traditionnellement posées aux « aires culturelles » : persistance de l'autoritarisme, formes de la résistance, clientélisme et corruption, violence, place des femmes ou des jeunes, transition économique. Encore une fois, ces questions sont essentielles et cet ouvrage y consacrera une grande partie de ses développements. Mais il s'engage aussi à proposer des grilles de lectures nouvelles, en assumant pleinement les risques qui accompagnent ce genre d'approche théorique. À sa modeste échelle, il s'inspire des travaux d'Achille Mbembe (2001), de Béatrice Hibou (2006) ou encore de Fernando Coronil (1997), qui, chacun à leur manière, proposent une piste nouvelle permettant de saisir la fabrique des imaginaires politiques en contexte postcolonial.

Le retour à la théorie, et plus encore à la théorie critique, est rendu impérieux par l'objet même de l'enquête. Cet ouvrage s'efforce d'élucider une

configuration où le péril existentiel – réel ou supposé – joue un rôle central. La catastrophe suspendue va de pair avec un certain nombre de violences physiques, économiques mais aussi symboliques, lesquelles ont permis la reconfiguration du système politique. Or, la théorie critique se caractérise justement par l'impératif de transformer la crise en savoir, et de permettre le dépassement de la fatalité, de la catastrophe suspendue, en réaffirmant la possibilité d'un futur libéré de la violence présente (Brown, 2005, 15). Sans tomber dans les pièges du vœu pieux, ce livre souligne donc certaines impasses interprétatives présentes et participe à l'exploration des possibles, par-delà le spectre du désastre imminent.

La quête du chiffonnier

L'idée d'un retour à la théorie n'est pas sans évoquer une forme de transcendance éloignée des réalités du terrain. Inversement, la limitation de la recherche aux faits et à la vérité brute de son objet a pour sa part été soumise à rude critique, notamment dans la lignée de la sociologie latourienne. Pour rendre compte avec acuité de la configuration algérienne, il semble néanmoins fondamental de sortir d'un débat stérile opposant abstractionnisme et positivisme. Une analyse ambitieuse de l'Algérie d'Abdelaziz Bouteflika ne peut en effet faire l'impasse sur l'expérience du terrain. Ce livre s'appuie ainsi sur des données empiriques originales récoltées dans le cadre d'un travail d'enquête et d'observation sociologique effectué de 2008 à 2014. Il faut en premier lieu voir dans cette démarche qualitative, participante et immersive une entreprise de découverte, qui permet de comprendre ce dont on ambitionne de parler par le contact direct (Becker, 1970, 13). L'ouvrage tout entier est guidé par la recherche d'un équilibre difficile. Ses développements théoriques pourront éventuellement donner l'impression d'une certaine asymétrie, la montée en généralité n'étant pas toujours conforme à l'exigence de la preuve. Mais c'est là le prix à payer pour produire une explication ambitieuse tout en gardant le contact avec la réalité de l'objet. Parallèlement, le recours à la description et la narration à la première personne pourra nourrir la méfiance à l'égard d'un style par trop « journalistique ». Pourtant, c'est là encore le meilleur moyen de rappeler ce que l'idée doit au terrain et à l'observation.

Écrire un ouvrage à la première personne n'est certes pas une pratique conforme aux usages de la science politique. Cela permet toutefois de rendre compte de certaines des difficultés évoquées par Mohammed Harbi. Il me faut préciser que ce travail trouve ses fondements dans une rencontre avec l'Algérie qui tenait plus d'un heureux hasard que d'une démarche planifiée ou d'un quelconque devoir de mémoire. De ce point de départ fortuit, il découle notamment que je me suis trouvé au début de l'enquête dans une position

d'*outsider*, synonyme à la fois d'atouts et de handicaps. Si cette position a le mérite d'autoriser un regard neuf, épargné par une trop grande imprégnation par les conflits propres au système social, elle renvoie dans le même temps à un contexte historique particulier. En plus de la configuration postcoloniale franco-algérienne, la présence d'un chercheur « occidental » dans un pays « arabe » est indissociable des dynamiques géopolitiques liées à la « guerre contre la terreur » (Ménoret, 2014, 12-16). Cette position suspecte explique la méfiance de certains interlocuteurs, sur laquelle je reviendrai dans le premier chapitre. Elle implique également que l'accès à certains lieux et certaines informations m'était rendu plus difficile, dans un pays marqué par un fort contrôle policier et bureaucratique. En général, la narration à la première personne autorise une démarche réflexive dans la tradition du constructivisme structuraliste. Il ne s'agit certes pas de céder à une tentation narcissique, mais simplement de reconnaître le chercheur comme un objet – très secondaire – de sa propre étude, y compris quand il s'agit de ses limites, de ses préjugés et de ses inconforts (Becker, 1970, 236).

L'enquête en elle-même pose d'autres questions légitimes. En effet, comment justifier le recours à l'observation sociologique dans le cadre d'un travail qui couvre quinze années de la vie d'un pays de 38 millions d'habitants, le premier d'Afrique et du monde arabe par la taille ? Il est impossible, en effet, de prétendre à l'empirisme d'une enquête plus limitée. Pour autant, il faut bien que le chercheur dirige son regard quelque part. Sous cet angle, le choix de concentrer mes entretiens semi-directifs sur les porteurs d'un discours critique m'a permis de comprendre les difficultés à proposer une alternative quand la crise dure, et de décrire la phase de latence du point de vue de ceux qui cherchent à transformer l'ordre de l'extérieur. En dirigeant mon attention vers ces acteurs, je me suis trouvé de surcroît dans une situation où je pouvais plus aisément observer les pratiques concrètes des interviewés et poser des questions plus dérangeantes. Le risque de me voir enfermer dans des discours d'institutions formatés était moindre, d'autant que j'ai vite constaté que je ne disposais pas des ressources, des informations et de l'autorité nécessaires pour poser des « questions qui fâchent » à des acteurs plus « imposants » (Laurens, 2007). Les individus interviewés ne sont donc pas des membres éminents des partis gouvernementaux ou des services, mais plutôt des acteurs qui subissent les effets de la crise qui dure, et tentent d'y répondre à leur échelle. La trentaine d'enquêtés cités dans ce livre sont des membres de divers partis d'opposition (berbéristes, libéraux, islamistes, trotskystes), des acteurs engagés, syndicalistes ou associatifs, mais aussi des individus qui ont rompu avec la politique ou repensé leur engagement. Par ailleurs, dans le souci de sortir du cadre rigide de l'entretien, une place importante sera donnée aux observations *in situ* qui permettent de saisir par petites touches les pratiques quotidiennes des acteurs.

La peinture impressionniste d'un paysage social et politique demande un surcroît de travail interprétatif. Il faut que les morceaux du terrain soient rapprochés les uns des autres, et qu'une cohésion émerge de l'ensemble sans que la théorie n'impose sa vérité arbitraire. Sous cet angle, plutôt qu'à la rigueur du scientifique de laboratoire, dont l'empirisme appelle l'auto-limitation, c'est d'une certaine manière à la quête du chiffonnier, à Walter Benjamin en « collectionneur de loques » rassemblant les vestiges du temps pour mieux faire ressortir du sens, que cette enquête s'apparente (Didi-Hubermann, 2000, 99-111). Ce livre tire sa substance des témoignages fragmentés de ceux qui, s'ils ne s'avouent pas vaincus, cherchent le moyen de sortir du cycle de la domination. Ensembles, de Tizi Ouzou à Alger, de Ghardaïa à Chlef, les interviewés décrivent la routine d'une crise latente qui étreint l'Algérie d'Abdelaziz Bouteflika. Loin d'appartenir à une classe sociale ou à une catégorie de professionnels ou de militants visée consciemment, ils se sont bien souvent imposés à moi par le fragment de vérité que recelait leur témoignage. Je suis ainsi intervenu en chiffonnier, comme organisateur d'une expérience « en lambeaux » (Berdet, 2012). C'est ainsi que j'ai pu trouver dans ces témoignages discontinus la matière qui a fécondé la réflexion présentée dans cet ouvrage, tout en m'efforçant de respecter la complexité d'une mosaïque historique, sociale et politique. De la sorte, j'espère proposer une peinture nuancée, qui prendra en compte différents aspects de la « guerre de sens » évoquée par Mohammed Harbi, sans qu'elle se trouve happée par les luttes de pouvoir qui caractérisent cette configuration.

Le livre

Ce livre se fixe des objectifs pragmatiques, en premier lieu celui de faciliter la compréhension d'un pays qui, du fait de contingences historiques, est devenu difficilement lisible. Afin de lever le voile de l'inintelligibilité, il prend le parti d'étudier l'Algérie d'Abdelaziz Bouteflika comme le produit d'une crise systémique de longue durée, ayant impacté l'ensemble de la société. Si le Gouvernement algérien semble avoir organisé à partir de 1999 une amnésie sous couvert d'amnistie, je démontre au contraire que c'est bien l'omniprésence du souvenir de la décennie noire qui sert de socle à l'ordre politique rénové. C'est par les réformes imposées à partir des années 1980 que le système s'est reconfiguré pour intégrer les acteurs critiques, les coopter ou les réduire à une forme d'impuissance. C'est au nom de la lutte contre le chaos qui menace toujours que la population est infantilisée par des élites paternalistes, et confrontée au déploiement d'un État de plus en plus policier et de moins en moins redistributeur. En bref, en étudiant les conséquences concrètes d'un imaginaire du désastre hérité de la décennie noire, ce livre démontre

l'apparition d'un gouvernement de la crise, où la permanence du risque existentiel sert à la gestion d'une population et d'un territoire.

Le premier chapitre a une triple vocation introductive. J'y propose d'abord un aperçu historique de la configuration critique algérienne, depuis la fin des années 1980 jusqu'aux élections présidentielles de 2014, en m'appuyant sur une périodisation en trois temps (pémices, climax, latence). J'introduis ensuite la notion de crise telle qu'elle est utilisée dans cet ouvrage, et les différentes problématiques associées à cet axe de recherche. Enfin, ce chapitre permet une première plongée dans l'Algérie d'Abdelaziz Bouteflika, à travers une série d'observations réalisées au printemps 2014. En laissant le terrain parler de la sorte, un certain nombre de questions émergeront et trouveront leurs réponses dans les chapitres suivants.

Si le régime n'est pas le centre d'intérêt principal de ce livre, les dynamiques qui le travaillent demeurent fondamentales pour comprendre la possibilité de la catastrophe. Les deux chapitres qui suivent ont aussi comme objectif de montrer comment la coalition dirigeante algérienne s'est reconfigurée à la faveur d'une crise de longue durée. Le second chapitre se concentre sur les principaux pôles du pouvoir en Algérie, à savoir la présidence et l'armée. J'y étudie le positionnement de ces deux institutions en recours ultimes contre le péril existentiel, mais aussi la production de l'inquiétude par la rumeur persistante d'une confrontation entre Abdelaziz Bouteflika et certains généraux. La troisième partie vise à élargir notre compréhension du « Pouvoir » en Algérie, en incluant un certain nombre d'acteurs associés à la distribution et à la sécurisation des bénéfices (technocrates, nouveaux capitalistes). Tout en démontrant l'importance du clientélisme et de la corruption, j'y réfute notamment toute explication culturaliste. Par ailleurs, ces deux chapitres me permettent d'introduire la notion de « cartel », utilisée pour décrire les mécanismes de cohésion, de négociation et d'exclusion de la coalition dirigeante.

Je me tourne ensuite vers l'ouverture du système politique et médiatique opérée depuis la fin des années 1980, dans un contexte de défiance croissante à l'égard des dirigeants. L'enjeu est de comprendre comment l'impact de la libéralisation de la compétition instituée et de l'apparition d'un espace public favorable à l'expression de la critique a été limité. Le quatrième chapitre étudie ainsi la construction d'une alliance gouvernementale allant bien au-delà du Front de libération nationale. Pour comprendre comment la guerre civile a justifié le ralliement au régime au nom de la « responsabilité », je me concentre sur le cas d'un mouvement islamo-conservateur ayant fourni plusieurs ministres au gouvernement. La capacité du régime à inclure de nouvelles organisations partisans nourrit l'impression d'une « démocratie de façade » et un large rejet de la politique. Ainsi, la partie suivante démontre que la libération de la parole critique se heurte à un certain nombre de dispositifs limitant la

capacité de nuisance des oppositions. En plus des blocages administratifs, partis et journalistes doivent faire face à une répression imprévisible, une justice d'exception rendue au nom du péril existentiel auquel serait confronté le pays. Afin de comprendre l'isolement des alternatives politiques, ce chapitre analyse plus particulièrement la situation du sous-champ berbériste.

Finalement, les deux derniers chapitres étudient l'impact de la latence de la crise au quotidien. La sixième partie est consacrée à la routinisation d'un processus qui impacte les stratégies contestataires. À travers l'exemple du Comité national de défense des droits des chômeurs, je montre comment certains mouvements sociaux s'efforcent d'exister dans l'espace public en dépit de la répression et des accusations de manipulation, mais aussi comment ce type de mobilisation peut être noyé par un quotidien critique où toutes les formes de contestation sont amalgamées. Ce chapitre développe également les notions de fatigue sociale et de gestion par le manque, pour comprendre la manière dont la crise permet le maintien du *statu quo*, en dépit d'un mécontentement populaire persistant. Enfin, le dernier chapitre se concentre sur le volet symbolique de la crise, et notamment sur la difficulté à faire sens de la situation du pays après la décennie noire. La confusion et la suspicion sont renforcées par la violence passée et par l'absurdité présente. Pourtant, en dépit de la difficulté à dégager un sens partageable, j'insiste sur la récurrence des analyses relevant d'une forme postcoloniale de psychologie sociale. Pour expliquer la crise dans ses volets politiques, économiques ou sociaux, les diagnostics culturalistes et psychiatriques se multiplient, naturalisant l'ordre politique et justifiant des entreprises disciplinaires visant une population infantilisée.

En lisant l'Algérie de Bouteflika au prisme de la catastrophe suspendue, cet ouvrage propose donc un certain nombre de clés de lectures originales. Pour autant, il ne s'agit pas seulement d'offrir une perspective nouvelle sur le pays. L'Algérie, plus que jamais, y a valeur d'exemple passionnant, de modèle dont les enseignements multiples doivent permettre une meilleure compréhension d'un gouvernement de la crise qui s'est répandu aux quatre coins du globe.

CHAPITRE 1

Une crise sans fin ?

« La crise réside justement dans le fait que le vieux se meurt et que le jeune hésite à naître : pendant cet interrègne, toutes formes de maladies se manifestent ».

(Antonio Gramsci)

« Jamais campagne électorale n'aura déployé un tel cynisme dans un pays pourtant familier des coups de force. [...] Pour nous parler, ils ont sorti cette langue intime qu'ils utilisaient jusqu'alors dans le cadre feutré de leurs salons pour parler de leurs chauffeurs et de leurs femmes de ménages. « *Chaab erkhiiss* », « peuple de rien », « va nus pieds », « 'aryens », « tubes digestifs », « *ra'i*, bergers » qui ne comprennent que le langage de la force ».

(Ghania Mouffok)

Plutôt que de céder à la facilité que suggère la polysémie du terme, établissons d'emblée que ce qui définit la crise, ce sont ses enjeux existentiels à plusieurs niveaux (le pays, le régime, le parti, l'individu). La période qui nous intéresse se caractérise ainsi par l'empreinte laissée par la guerre civile sur les subjectivités et les pratiques des acteurs, avec en arrière-fond l'idée que le chaos ne cesse de menacer. L'Algérie semble ainsi bloquée à l'orée de la mort, acculée à préserver à tout prix la stabilité afin d'éviter la libération de forces morbides tapies au cœur de la psyché nationale. Cela, bien sûr, relève de l'imaginaire plutôt que du factuel. Il est néanmoins remarquable qu'un problème politique soit à ce point incarné par une personnalité, en l'occurrence Abdelaziz Bouteflika. Quelle meilleure allégorie de la crise latente que ce président incapable de se mouvoir, incapable même d'aller au bout de son discours d'investiture ? Les images ont de quoi laisser perplexe. Comment un pays qui représentait jadis les velléités émancipatrices du Tiers monde a-t-il pu donner naissance à ce système ubuesque, où un leadership insaisissable s'incarne dans le corps d'un vieillard impotent, où le rejet des élites nourrit l'attente anxieuse d'un bouleversement qui ne saurait être que terrible ? En Algérie assurément, la « tête symbolique de l'État » (Linz, 1990, 52) joue

plus que jamais son rôle de représentation d'un ordre qui semble à la fois persistant et vacillant.

Si l'image est remarquable, elle est aussi trop commode. En effet, il s'agit de ne pas faire d'Abdelaziz Bouteflika plus qu'un symbole. Si l'homme a évidemment acquis un grand pouvoir, il n'est qu'un homme dans une coalition dirigeante particulièrement fragmentée contrôlant un État moderne et sectorisé. Ce livre parle de l'Algérie au cours des trois premiers mandats d'Abdelaziz Bouteflika (1999-2014), et non du président lui-même. Son ambition est de décrire la reconfiguration d'un ordre politique en comprenant les dimensions objectives et subjectives d'un processus critique. À cette fin, ce premier chapitre propose une périodisation de la crise algérienne et se termine sur quelques observations réalisées à l'occasion des élections présidentielles de 2014. En plus d'une définition de la notion de crise, il permet d'introduire certains questionnements clés pour les chapitres suivants.

Une crise en trois temps

Le fait de parler de la crise comme d'un processus ayant une dimension subjective et persistante peut générer une interrogation légitime. Dans son étymologie grecque, le terme « *krisis* » renvoie à plusieurs acceptions désignant une action (jugement, choix, contestation) ou un événement décisif (l'issue d'une guerre, la phase aiguë d'une maladie) (Brown, 2005, 5-7). Les sciences sociales reconnaissent largement à la crise cette nature événementielle et disruptive. Comment expliquer que ce qui devait désigner une rupture en vienne à qualifier une longue période d'incertitude ? Cela ne veut certes pas dire que les événements pris individuellement cessent d'être potentiellement décisifs, mais seulement que leur succession traduit la persistance de tensions irrésolues et légitime des discours catastrophistes redondants. Une brève chronique des trente dernières années me permettra de décrire cette transformation du ponctuel en résiduel.

Les prémices

Dans sa dimension objective, la crise n'apparaît pas *ex-nihilo*. Elle est la conséquence de déséquilibres déjà présents dans le système social. Ici, il faut commencer par souligner les circonstances de l'accession à l'indépendance de l'Algérie, en particulier la déstructuration de la société et la dépendance à l'égard de l'ancienne métropole. Néanmoins, après l'indépendance actée le 5 juillet 1962, l'élan tiers-mondiste promettait un futur brillant, synonyme d'émancipation et de fierté nationale. Contre les chroniques aigres qui ne comptent que les échecs de l'Algérie indépendante, il faut donc rappeler que le pays a été à la pointe de cet effort utopique de rééquilibrage du monde. Si

l'idée d'un échec est parfois évoquée dans ce livre, ce n'est pas en tant que jugement *a posteriori*, mais en tant que représentation partagée par de nombreux acteurs affectés par les trente dernières années.

Inversement, il faut aussi se méfier d'une représentation enchantée des années 1970, telle qu'elle est souvent proposée par certains discours nostalgiques. De fait, si l'ambition du programme développementaliste mis en œuvre sous Houari Boumédiène (1965-1978) était de parvenir à une indépendance effective du pays, celui-ci a également participé à la transformation brutale de la société sous l'effet de la planification bureaucratique. Or, les politiques d'industrialisation n'ont pas suffi à absorber la formidable croissance démographique (de 11,8 millions d'habitants en 1966 à 16,6 millions en 1977), et ont entretenu des migrations internes débouchant sur la désarticulation de l'économie rurale et un déficit de logements dans les nouveaux espaces urbains (Mutin, 1980). Confronté à divers écueils, le pays ne put jamais « réussir son industrialisation », selon la formule de Gérard Destanne de Bernis (1971), ce qui explique sa dépendance toujours persistante à l'égard des hydrocarbures. Ainsi, loin d'être apparus dans les années 1980 sous la présidence vivement critiquée de Chadli Bendjedid, les premiers signes d'un déséquilibre structurel, notamment sur le plan économique, étaient perceptibles dès la décennie précédente, avec des répercussions sur les plans social et politique. Tant la dégradation progressive des espaces urbains que l'occurrence de plus en plus fréquente de mouvements de contestation ouvriers traduisaient déjà ce que le sociologue Saïd Chikhi voyait comme une « crise du système social global algérien » (Chikhi, 1995). Pour autant, les développements ultérieurs n'avaient rien d'inévitables.

La fragilité des équilibres politiques est un autre facteur de poids. Houari Boumédiène lui-même n'avait pas réussi à unifier des élites dirigeantes divisées depuis le début du combat indépendantiste. S'il avait poussé à son maximum la concentration et la personnalisation du pouvoir politique en Algérie (Quandt, 1998, 24), cela allait de pair d'une part avec son isolement, d'autre part avec la remise en cause des équilibres après sa mort en décembre 1978. En témoigne le sort réservé à son fidèle ministre des Affaires étrangères et dauphin putatif, Abdelaziz Bouteflika, qui connut rapidement les affres d'un procès pour malversation financières suivi d'un exil forcé. Parallèlement aux affrontements entre élites dirigeantes, le début de la décennie suivante fut accompagné d'une revitalisation de la contestation politique, portée notamment par des revendications identitaires dans un contexte de marasme culturel affectant particulièrement la jeunesse (Carlier, 1995, 343 et *sq.*). Le printemps berbère de 1980 puis le grand meeting islamiste de 1982 à Alger marquèrent la ré-émergence d'oppositions radicales au régime. Un premier maquis islamiste vit le jour sous le commandement de Moustafa Bouyali. Cet ancien combattant